

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N° 792/2018

JUGEMENT CONTRADICTOIRE
Du 06/03/2019

Affaire :

1-Monsieur SIMAKAN BRAHIMA

2-Monsieur SIMAKAN OUSMANE

3-Monsieur SIMAKAN ABDOULAYE

4-Monsieur SIMAKAN
ABOUDRAMANE

5-Madame SIMAKAN MARIAM

Tous Ayants droit de feu NOUHAN
SIMAKAN

Représentés par Monsieur SIMAKAN
BRAHIMA

C/

Monsieur SYLLA YOUNOUSSA

DECISION
CONTRADICTOIRE

Déclare l'action irrecevable pour défaut de
tentative de règlement amiable préalable ;

Condamne messieurs SIMAKAN Brahima,
SIMAKAN Ousmane, SIMAKAN
Abdoulaye, SIMAKAN Aboudramane et
madame SIMAKAN Mariame aux dépens
de l'instance, à parts égales



AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 06 MARS 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique
ordinaire du 06 Mars 2019 tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle
siégeaient :

Madame KOUASSI AMENAN HELENE épouse DJINPHIE,
Président;

**Mesdames ABOUT OLGA N'GUESSAN, KOUADIO épouse
TRAORE, Messieurs N'GUESSAN K. EUGENE, KOUAKOU
KOUADJO LAMBERT, Assesseurs ;**

Avec l'assistance de Maître **KOUAME BI GOULIZAN VIVIEN,**
Greffier;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre:

1-Monsieur SIMAKAN BRAHIMA, né le 08-07-1977 à Adjamé,
de nationalité Guinéenne, domicilié à Abobo Sogefiha ;

2-Monsieur SIMAKAN OUSMANE, né le 08-08-1977 à
Adjamé, de nationalité Guinéenne, domicilié à Abobo Sogefiha ;

3-Monsieur SIMAKAN ABDOULAYE, né le 16-11-1996 à
Adjamé, de nationalité Guinéenne, domicilié à Abobo Sogefiha ;

4-Monsieur SIMAKAN ABOUDRAMANE, né le 27-07-1983 à
Adjamé, de nationalité Guinéenne, domicilié à Abobo Sogefiha ;

5-Madame SIMAKAN MARIAM, née le 11-07-2002 à Adjamé,
de nationalité Guinéenne, domicilié à Abobo Sogefiha ;

Tous Ayants droit de feu NOUHAN SIMAKAN

Représentés par Monsieur SIMAKAN BRAHIMA, né le 08-
07-1977 à Adjamé, de nationalité Guinéenne, domicilié à Abobo
Sogefiha ;

Demandeurs;

D'une part ;

Et ;

Monsieur SYLLA YOUNOUSSA, majeur, locataire chez le requérant domicilié à Abidjan Abobo Sogefiha, téléphone : 07-46-36-78 ;

Défendeur;

D'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 06 mars 2019, l'affaire a été appelée ;

Le tribunal, ayant constaté le défaut de tentative de règlement amiable préalable, a rendu une décision sur le siège dont la teneur suit :

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit du 25 Février 2019, messieurs SIMAKAN Brahima, SIMAKAN Ousmane, SIMAKAN Abdoulaye, SIMAKAN Aboudramane et madame SIMAKAN Mariame ont fait servir assignation à monsieur SYLLA Younoussa, d'avoir à comparaître le 06 Mars 2019, par-devant la juridiction de céans, à l'effet de voir :

- Ordonner l'expulsion du défendeur des lieux loués pour congé non contesté ;
- Assortir le présent jugement de l'exécution provisoire ;

Au soutien de leur action, messieurs SIMAKAN Brahima, SIMAKAN Ousmane, SIMAKAN Abdoulaye, SIMAKAN Aboudramane et madame SIMAKAN Mariame exposent qu'ils ont donné à bail à monsieur SYLLA Younoussa, un magasin à usage commercial ;

Ils soutiennent que pour reprendre la possession dudit magasin, ils lui ont donné, par exploit du 26 Juillet 2018, un congé d'avoir à libérer ledit magasin dans un délai de 06 mois, soit au plus tard le 26 Janvier 2019 ;

Ils relèvent qu'au-delà de cette échéance, monsieur SYLLA Younoussa a continué de se maintenir dans le local loué, alors même qu'il n'a pas contesté le congé susdit ;

C'est pourquoi, ils prient la juridiction de céans d'ordonner son expulsion du local qu'il occupe, tant de sa personne, de ses biens, que de tout occupant de son chef ;

Monsieur SYLLA Younoussa, n'a pas conclu ;

A la clôture des débats, la juridiction de céans a, en application de l'article 52 alinéa 4 du code de procédure civile, commerciale et administrative, soulevé d'office l'irrecevabilité de l'action des demandeurs, pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

SUR CE

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

Monsieur SYLLA Younoussa n'a été assigné à personne et n'a pas comparu ;

Il convient donc de statuer par décision de défaut ;

Sur le taux du ressort

Aux termes des dispositions de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation, et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

- *en premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé.*
- *en premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs » ;*

En l'espèce, il résulte des pièces du dossier que l'intérêt du litige est indéterminé ;

Il convient donc de statuer en premier et dernier ressort ;

Sur la fin de non-recevoir tirée du défaut de tentative de règlement amiable

Aux termes de l'article 5 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation, et fonctionnement des juridictions

de commerce :

« La tentative de règlement amiable est obligatoire avant toute saisie du tribunal de commerce et se tient entre les parties elles-mêmes, ou avec l'intervention d'un tiers dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation » ;

L'article 41 in fine de la même loi ajoute : *« Si les parties n'ont entrepris aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le tribunal déclare l'action irrecevable » ;*

Il en découle que si les parties ne font pas la preuve des diligences par elles entreprises en vue de parvenir à un règlement amiable de leur litige avant la saisine du Tribunal de Commerce, l'action doit être déclarée irrecevable ;

Il ne ressort nullement de l'examen des pièces du dossier, qu'avant d'initier la présente action en expulsion pour congé, les parties ont tenté d'une quelconque manière de régler leur litige à l'amiable conformément aux articles 5 et 41 sus visés ;

Ce préalable étant obligatoire et prescrit à peine d'irrecevabilité de l'action, il y a lieu constatant son défaut d'accomplissement, de déclarer irrecevable la présente action ;

Sur les dépens

Messieurs SIMAKAN Brahima, SIMAKAN Ousmane, SIMAKAN Abdoulaye, SIMAKAN Aboudramane et madame SIMAKAN Mariame succombant, il y a lieu de les condamner aux dépens de l'instance, à parts égales ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut et en premier ressort ;

Déclare l'action irrecevable pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

Condamne messieurs SIMAKAN Brahima, SIMAKAN Ousmane, SIMAKAN Abdoulaye, SIMAKAN Aboudramane et madame SIMAKAN Mariame aux dépens de l'instance, à parts égales.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER. /.



N° 28 28 15

D.F: 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le 28 MAI 2019
REGISTRE A.J. Vol. 48 F° 48
N° 28 Bord 320/34
REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre


THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
5 E WY 3018
CHICAGO, ILL 60637
1980